Tableau 9

Estimations actuarielles au 31 décembre 2005 relativement à la portion des prestations à la charge des participants

	Contexte financement		Contexte états financiers
	Prime nivelée	Prime unique	Prime unique
Valeur marchande de la caisse	38,2 G\$	38,2 G\$	38,2 G\$
Valeur actuarielle de la caisse	36,6 G\$	36,6 G\$	Non disponible
Obligation actuarielle			
· Service total (passé et futur)	48,1 G\$	Non disponible	Non disponible
· Service passé	30,6 G\$	30,6 G\$	28,4 G\$
Écart entre la valeur de la caisse et l'obligation actuarielle pour service passé	6,0 G\$	6,0 G\$	9,8 G\$
Coût exprimé sous forme de taux de cotisation			
· Service futur	12,34 %	Non disponible	Non disponible
· Service futur après provision	8,19 %	Non disponible	Non disponible
· Service courant	Non disponible	11,30 %	10,15 %
Taux de cotisation du RREGOP	8,19 %	Non applicable	Non applicable

Le tableau 9 permet de constater l'effet combiné au 31 décembre 2005 du mécanisme de lissage de l'actif et de la prise en compte du rendement de 2006, connu au moment de la production de l'évaluation actuarielle, qui réduit la valeur prise en compte de la caisse des participants de 1,6 G\$ (38,2 - 36,6). Également, la différence entre l'obligation actuarielle liée au service passé dans un contexte de financement (30,6 G\$) comparativement à la même obligation dans un contexte d'états financiers (28,4 G\$), soit 2,2 G\$, constitue la marge pour écarts défavorables sur le service passé constituée par le retranchement de ½ % à l'hypothèse de rendement pour fins de financement. Ainsi, l'écart de 9,8 G\$ en contexte d'états financiers se voit ramené à 6,0 G\$ (9,8 G\$ - (1,6 G\$ + 2,2 G\$)) en contexte de financement. Cet écart de 6,0 G\$ est utilisé par la méthode actuarielle retenue pour fixer la cotisation salariale en réduisant le taux de cotisation qui serait requis pour financer le service futur des participants présents au 31 décembre 2005, soit 12,34 % selon l'évaluation de financement, pour le ramener à 8,19 %.

Deux autres informations sont présentées au tableau 9 et concernent le coût du service courant, exprimé sous forme de taux de cotisation, selon la méthode de prime unique dans un contexte de financement (11,30 %) et dans un contexte d'états financiers (10,15 %). La différence de 1,15 % résulte de la marge pour écarts défavorables de ½ % soustraite du rendement attendu. Le taux de 11,30 % serait applicable en l'absence de l'amortissement de gains ou de pertes passés et il ne requiert aucune provision pour se maintenir à ce niveau en contexte de stabilité et de renouvellement constant de la population de participants actifs.

La méthode actuarielle pour fixer la cotisation salariale depuis l'instauration du RREGOP est par ailleurs associée à la constitution d'une provision pour se prémunir contre le vieillissement de la population des participants actifs. Cette provision pour vieillissement, en